

Chambre des Représentants

SESSION 1962-1963.

14 AOÛT 1963.

PROJET DE LOI

établissant un nouveau texte néerlandais
des lois coordonnées sur la lettre de change
et le billet à ordre.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à remplacer le texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre (Titre VIII du Livre Premier du Code de Commerce) par une version néerlandaise plus correcte et mieux adaptée.

La version néerlandaise actuelle a été rédigée il y a une trentaine d'années lors de l'approbation par le Parlement des trois Conventions internationales relatives à la lettre de change et au billet à ordre signées à Genève le 7 juin 1930 (loi du 16 août 1932 — *Moniteur belge* du 31 décembre 1933). Elle a subi quelques légères corrections par la loi du 31 décembre 1955 qui rectifie et interprète diverses dispositions de la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur, et qui le coordonne avec la dite loi uniforme.

Néanmoins la version néerlandaise actuelle contient encore de nombreuses incorrections, ce qui est d'autant plus regrettable que les textes sont insérés dans le Code de Commerce, dont ils forment une partie non négligeable (94 articles).

D'un autre côté les lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre contiennent de nombreuses dispositions qui s'apparentent de près à celles contenues dans la loi du 1^{er} mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

Il existe cependant une discordance regrettable entre la terminologie néerlandaise des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre et celle de la loi sur le chèque.

Le texte soumis à vos délibérations tend à supprimer ces discordances. Il est l'œuvre de la commission chargée

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1962-1963.

14 AUGUSTUS 1963.

WETSONTWERP

tot invoering van een nieuwe Nederlandse tekst
van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven
en orderbriefjes.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Regering heeft de eer U een ontwerp van wet ter goedkeuring voor te leggen, ter vervanging van de Nederlandse tekst van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes (Titel VIII van Boek I van het Wetboek van Koophandel) door een correcter en beter aangepaste Nederlandse tekst.

De huidige Nederlandse tekst werd een dertigtal jaren geleden opgemaakt ter gelegenheid van de goedkeuring door het Parlement van de drie internationale overeenkomsten betreffende de wisselbrief en het orderbriefje, ondertekend te Genève op 7 juni 1930 (wet van 16 augustus 1932 — *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1933). Kleine verbeteringen werden daarin aangebracht door de wet van 31 december 1955 tot verbetering en interpretatie van verschillende bepalingen van de wet van 10 augustus 1953 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes en betreffende haar inwerkingtreding, en tot coördinatie van deze wetgeving met de eenvormige wet.

De huidige Nederlandse tekst bevat niettemin nog talrijke onnauwkeurigheden, wat des te meer te betreuren is daar de tekst is ingevoegd in het Wetboek van Koophandel waarvan hij een niet onbelangrijk deel uitmaakt (94 artikelen).

Voorts komen in de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes talrijke bepalingen voor die in nauw verband staan met die van de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en haar inwerkingtreding.

Er is echter een betreurenswaardig gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse terminologie van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes en die van de wet op de cheque.

De U ter goedkeuring voorgelegde tekst strekt ertoe dit gebrek op te heffen. Hij is het werk van de Commissie

de l'élaboration du texte néerlandais de la Constitution, des codes et des lois et arrêtés principaux. C'est cette commission qui a établi le texte néerlandais de la loi sur le chèque.

Le Gouvernement avait en outre espéré que, conformément au vœu exprimé lors de la Conférence de Genève de 1930, les pays de même langue adoptent une traduction uniforme (comptes rendus de la Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques, tenue à Genève, du 13 mai au 7 juin 1930, p. 118).

Certaines différences propres à notre langage juridique national n'ont pas permis de réaliser l'uniformité complète souhaitée avec le texte en vigueur aux Pays-Bas.

La méthode de légiférer ici suivie, c'est-à-dire, le remplacement d'un texte néerlandais antérieurement promulgué par un autre, a été appliquée par le Parlement lors de l'établissement du texte néerlandais du Code civil en ce qui concerne les nombreuses dispositions légales qui ont modifié ou complété ce code après la loi du 18 avril 1898.

Le Ministre de la Justice,

belast met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van de Grondwet, de wetboeken en de voornaamste wetten en besluiten. Het is deze commissie die de Nederlandse tekst van de wet op de cheque heeft bezorgd.

De Regering had bovendien gehoopt dat, overeenkomstig de wens uitgedrukt, door de Conferentie van 1930, voor de landen waar een zelfde taal wordt gesproken, een gelijkvormige vertaling zou tot stand komen (comptes rendus de la Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques, tenue à Genève du 13 mai au 7 juin 1930, blz. 118).

Sommige verschillen eigen aan de rechtstaal in ons land lieten niet toe de gewenste volledige gelijkvormigheid met de tekst die in Nederland van kracht is, te bereiken.

De hier gevolgde wetgevingstechniek, nl. het vervangen van een vroeger uitgevaardigde Nederlandse tekst door een andere, werd door het Parlement ook toegepast ten aanzien van de menigvuldige bepalingen die na de wet van 18 april 1898 het Burgerlijk Wetboek hebben gewijzigd of aangevuld.

De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 février 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi « établissant un nouveau texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre (article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1955 formant le Titre VIII du Livre Premier du Code de commerce) », a donné le 21 février 1963 l'avis suivant :

Le projet tend à substituer au texte néerlandais des lois coordonnées du 31 décembre 1955 sur la lettre de change et le billet à ordre, un texte nouveau révisé.

Le texte néerlandais de 1955 est, à quelques corrections près, dont les plus importantes sont indiquées dans l'exposé des motifs de la loi du 31 décembre 1955 (Doc. parl., Sénat, 1953-1954, n° 235), celui de la traduction qui figurait en annexe I de la loi du 16 août 1932 portant approbation de trois conventions internationales concernant la lettre de change et le billet à ordre, signées à Genève le 7 juin 1930. Là où la loi uniforme avait été modifiée par la loi du 10 août 1953, c'est la version néerlandaise de cette dernière qui a été reprise, à quelques corrections près, dont mention est également faite dans l'exposé des motifs précité.

Le traducteur qui établit la version néerlandaise jointe à la loi du 16 août 1932 avait manifestement connaissance de la loi hollandaise du 25 juillet 1932 portant approbation des conventions de Genève du 7 juin 1930. Il ne s'est toutefois pas borné à la recopier servilement. Ainsi, par exemple, peut-on constater que les mots « aanwijzing », « clause », « wisselschuldenaar », « degene voor wie aval is gegeven », qui figurent dans le texte hollandais, ont été respectivement remplacés dans la traduction belge par « aanduiding », « beding », « verbondene » et « geavaleerde ».

Le traducteur belge ne s'est pas toujours écarté de la loi hollandaise pour des raisons linguistiques. Dans certains cas, il l'a fait parce que cette loi ne lui semblait pas reproduire assez fidèlement le texte authentique de la convention de Genève (français et anglais). Voici un exemple :

*Texte français
Franse tekst.*

*Loi hollandaise 1932
Hollandse wet 1932.*

*Traduction belge 1932
Belgische vertaling 1932.*

*Article 18, alinéa 3.
Artikel 18, derde lid.*

*Article 117, alinéa 3.
Artikel 117, derde lid.*

*Article 18, alinéa 3.
Artikel 18, derde lid.*

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

De opdracht, vervat in een *encasso*-endossement eindigt niet door den dood of door de latere onbekwaamheid van den lastgever.

De opdracht, welke in een *lastgevings*-endossement besloten ligt, eindigt niet door den dood of door latere onbekwaamheid van den lastgever.

D'après l'exposé des motifs qui accompagne le projet, il s'impose de remplacer la version néerlandaise des lois coordonnées du 31 décembre 1955 pour les raisons suivantes :

1° la traduction de 1932 n'a « pas ou pas suffisamment » été révisée en 1955;

2° la version existante ne répond pas suffisamment à l'exigence d'uniformité entre notre loi et la loi hollandaise;

3° il y a discordance entre la terminologie des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre et celle de la loi du 1^{er} mars 1961 sur le chèque.

Le seul motif qui peut être invoqué sans réserve pour justifier le projet est qu'il est souhaitable de réaliser la concordance avec la loi du 1^{er} mars 1961 sur le chèque. La teneur de certaines dispositions de cette loi est pratiquement la même que celle de dispositions inscrites dans les lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre. Il est souhaitable que les deux textes concordent parfaitement.

Dans la mesure où le nouveau texte est motivé par la nécessité de réaliser l'uniformité avec la loi hollandaise, force est de relever qu'il n'est que partiellement satisfait à cette exigence. En effet, si le projet reprend à la loi hollandaise les termes «*aanwijzing*», «*clausule*», «*wisselschuldenaar*» et «*degene voor wie aval is gegeven*», il remplace cependant les termes «*domicilie*», «*cessie*», «*kosten, schaden en interessen*», «*wissel-exemplaren*» et «*wisselsom*» respectivement par «*woonplaats*», «*overdracht*», «*schadevergoeding*», «*wisselbrief in verscheidene exemplaren*» et «*bedrag*».

Le projet s'écarte en outre très souvent de la rédaction de la loi hollandaise, ainsi qu'il ressort de l'exemple suivant :

*Traduction belge 1932
et lois coordonnées
du 31 décembre 1955.*

*Belgische vertaling 1932 en gecoördineerde
wetten van 31 december 1955.*

*Article 45, dernier alinéa.
Artikel 45, laatste lid.*

Hij, die de kennisgeving niet binnen de bovenvermelde termijn doet, *verliest zijn rechten niet*; hij is, *indien daartoe aanleiding bestaat*, verantwoordelijk voor de schade door zijn nalatigheid veroorzaakt, zonder dat de *kosten, schade en interessen* de som van de wisselbrief echter kunnen te boven gaan.

L'exposé des motifs du projet rappelle que la conférence de Genève a exprimé le vœu que les pays de même langue adoptent une traduction uniforme.

Lors de l'examen du projet qui est devenu la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, la commission sénatoriale de la Justice a fait part de son désir de voir réaliser ce vœu dans les termes suivants : «*Le Gouvernement estimera sans doute utile de déférer au vœu exprimé par la Conférence internationale, en prenant contact à ce sujet avec le Gouvernement hollandais. L'unification des textes sera utile aux commerçants des deux pays*» (Doc. Parl., Sénat, 1947-1948, n° 40, page 42).

Dans l'avis qu'il donna le 1^{er} février 1954 sur un projet de loi portant coordination des lois sur la lettre de change et le billet à ordre et modifiant les articles 21 et 22 de la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur, le Conseil d'Etat a rappelé la suggestion de la commission sénatoriale et s'y est entièrement rallié (Doc. parl., Sénat, 1953-1954, n° 235, page 36).

Si le législateur devait adopter le projet dans sa forme actuelle, la nouvelle version néerlandaise de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre présenterait encore moins de concordance avec la loi hollandaise qu'il n'en existe actuellement.

Ou bien le Gouvernement estime qu'il y a lieu de prendre contact avec le Gouvernement hollandais avant de déposer le projet aux Chambres législatives. Dans ce cas, la requête du Gouvernement belge d'établir en commun un texte uniforme devrait s'étendre à la loi sur le chèque, dont la version néerlandaise a été arrêtée en Belgique par

Volgens de memorie van toelichting die bij het ontwerp is gevoegd, is het noodzakelijk de Nederlandse tekst der op 31 december 1955 gecoördineerde wetten te vervangen om de volgende redenen :

1° de vertaling die in 1932 werd gemaakt, werd in 1955 «*niet of niet voldoende verbeterd*»;

2° de bestaande versie beantwoordt niet voldoende aan het vereiste van eenvormigheid van onze wet met de Hollandse wet;

3° er bestaat discordantie tussen de terminologie van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes en de wet van 1 maart 1961 op de cheque.

De enige reden die zonder voorbehoud ter verantwoording van het ontwerp kan worden ingeroepen, is de wenselijkheid om overeenstemming met de wet van 1 maart 1961 op de cheque tot stand te brengen. Sommige bepalingen dezer wet hebben praktisch dezelfde inhoud als bepalingen die in de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes voorkomen. Het verdient aanbeveling dat beide teksten volledig zouden overeenstemmen.

In zover de nieuwe tekst wordt verantwoord door het vereiste van eenvormigheid met de Hollandse wet, moet worden vastgesteld dat aan dit vereiste slechts gedeeltelijk is voldaan. Inderdaad, zo het ontwerp uit de Hollandse wet de woorden «*aanwijzing*», «*clausule*», «*wisselschuldenaar*» en «*degene voor wie aval is gegeven*» overneemt, vervangte het evenwel de woorden «*domicilie*», «*cessie*», «*kosten, schaden en interessen*», «*wissel-exemplaren*», «*wisselsom*», respectievelijk door «*woonplaats*», «*overdracht*», «*schadevergoeding*», «*wisselbrief in verscheidene exemplaren*» en «*bedrag*».

Ook van de redactie van de Hollandse wet wordt zeer vaak afgeweken, zoals uit het hiernavolgend voorbeeld blijkt :

*Loi hollandaise 1932.
Hollandse wet 1932.*

*Article 144, dernier alinéa.
Artikel 144, laatste lid.*

Hij, die de kennisgeving niet binnen den bovenvermelde termijn doet, *stelt zich niet bloot aan verval van zijn recht*; hij is, *indien daartoe aanleiding bestaat*, verantwoordelijk voor de schade, door zijn nalatigheid veroorzaakt, zonder dat echter de *kosten, schaden en interessen* de wisselsom kunnen te boven gaan.

*Projet.
Ontwerp.*

*Article 45, dernier alinéa.
Adtikel 45, laatste lid.*

Wie de kennisgeving niet binnen de bovenvermelde termijn doet, *treft geen verval van zijn recht*; hij is, *bij voorkomend geval*, verantwoordelijk voor de door zijn nalatigheid veroorzaakte schade, zonder dat de *schadevergoeding* het bedrag van de wisselbrief kan te boven gaan.

De memorie van toelichting van het ontwerp herinnert er aan dat de conferentie van Genève de wens heeft uitgedrukt dat, voor de landen waar een zelfde taal wordt gesproken, een gelijkvormige vertaling zou tot stand komen.

Bij de behandeling van het ontwerp dat de wet van 10 augustus 1953 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes is geworden, heeft de Senaatscommissie van Justitie aan haar verlangen om die wens in vervulling te zien gaan uiting gegeven in de volgende bewoordingen : «*De Regering zal ongetwijfeld nuttig oordelen, tegemoet te komen aan de wens door de Internationale Conferentie uitgedrukt, door dienaangaande in voeling te treden met de Nederlandse Regering. De eenmaking van de teksten zal de handelaars van beide landen ten goede komen*» (Sen. doc. 1947-1948, n° 40, blz. 42).

De Raad van State heeft in zijn advies van 1 februari 1954 over een ontwerp van wet houdende samenordering van de wetten op de wisselbrief en het orderbriefje en tot wijziging van de artikelen 21 en 22 van de wet van 10 augustus 1953 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes en betreffende haar inwerkingtreding, de suggestie van de Senaatscommissie in herinnering gebracht en heeft er zich ten volle bij aangesloten (Sen. doc. 1953-1954, n° 235, blz. 36).

Wordt het ontwerp door de wetgever in zijn huidige vorm aangenomen, dan zal er van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes een Nederlandse tekst tot stand komen die nog minder verwantschap vertoont met de Hollandse tekst als thans het geval is. Ofwel is de Regering van mening dat, alvorens het ontwerp bij de Wetgevende Kamers in te dienen, met de Nederlandse Regering in voeling dient getreden. In dit geval zou het verzoek van de Belgische Regering om gezamenlijk een eenvormige tekst uit te werken, ook moeten slaan op de wet op de cheque waarvan de Nederlandse

la loi du 1^{er} mars 1961. En effet, cette version ne concorde pas non plus avec la loi hollandaise sur le chèque.

Ou bien le Gouvernement estime qu'il n'est pas opportun d'adresser pareille requête au Gouvernement hollandais. Dans cette hypothèse, il ne peut guère invoquer, en guise de motivation du projet, que la nécessité de réaliser l'uniformité entre le texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre d'une part, et le texte néerlandais de la loi sur le chèque d'autre part.

En tout état de cause l'intitulé et l'article unique seraient mieux rédigés ainsi qu'il suit :

« Projet de loi établissant un nouveau texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre.

Article unique.

Le texte ci-après remplace le texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre, insérées dans le titre VIII du livre I^{er} du Code de commerce par la loi du 31 décembre 1955 ».

La chambre était composée de :

Messieurs : F. Lepage, conseiller d'Etat, président.

G. Van Bunnan et K. Mees, conseillers d'Etat,

J. Limpens et R. de Ryke, assesseurs de la section de législation,

Madame : J. De Koster, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Van Bunnan.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Assche, auditeur.

Le Greffier,

(s.) J. DE KOSTER.

Le Président,

(s.) F. LEPAGE.

Pour expédition délivrée au Ministre de la Justice.

Le 12 mars 1963.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
R. DECKMYN.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

Le texte ci-après remplace le texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre insérées dans le titre VIII du livre I^{er} du Code de commerce par la loi du 31 décembre 1955.

versie in België tot stand kwam bij de wet van 1 maart 1961; ook deze versie stemt immers niet overeen met de Hollandse wet op de cheque.

Ofwel oordeelt de Regering dat het niet opportuun is een dergelijk verzoek tot de Nederlandse Regering te richten. In deze veronderstelling kan zij ter rechtvaardiging van het ontwerp enkel laten gelden dat het noodzakelijk is eenvormigheid te brengen tussen de Nederlandse tekst der gecoördineerde wetten op de wisselbrief en de orderbriefjes enerzijds, en de Nederlandse tekst van de wet op de cheque anderzijds.

In alle geval zouden het opschrift en het enig artikel beter luiden als volgt :

« Ontwerp van wet tot invoering van een nieuwe Nederlandse tekst van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes :

Enig artikel.

De hiernavolgende tekst vervangt de Nederlandse tekst van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes, ingevoegd in titel VIII van boek I van het Wetboek van koophandel door de wet van 31 december 1955. »

De kamer was samengesteld uit :

De Heren : F. Lepage, raadsheer van State, voorzitter,

G. Van Bunnan en K. Mees, raadsheren van State,

J. Limpens en R. de Ryke, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : J. De Koster, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. Van Bunnan.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Van Assche, auditeur.

De Griffier,

(get.) J. DE KOSTER.

De Voorzitter,

(get.) F. LEPAGE.

Voor uitgifte afgeleverd aan de Minister van Justitie.

De 12^e maart 1963.

De Griffier van de Raad van State,
R. DECKMYN.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

De hiernavolgende tekst vervangt de Nederlandse tekst van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes, ingevoegd in titel VIII van Boek I van het Wetboek van koophandel door de wet van 31 december 1955.

EERSTE AFDELING.

DE WISSELBRIEF.

EERSTE HOOFDSTUK.

Uitgifte en vorm van de wisselbrief.

Eerste artikel. — De wisselbrief behelst :

- 1° De benaming « wisselbrief », opgenomen in de tekst zelf en uitgedrukt in de taal waarin de titel is gesteld. De verplichting om de benaming « wisselbrief » op te nemen zal eerst van toepassing zijn op de effecten die ten minste zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet worden uitgegeven;
- 2° De onvoorwaardelijke opdracht tot betaling van een bepaalde som;
- 3° De naam van degene die betalen moet (betrokkene);
- 4° De aanwijzing van de vervaldag;
- 5° Die van de plaats waar de betaling moet geschieden;
- 6° De naam van degene aan wie of aan wiens order de betaling moet worden gedaan;
- 7° De vermelding van de dagtekening, alsmede van de plaats waar de wisselbrief is getrokken;
- 8° De handtekening van degene die de wisselbrief uitgeeft (trekker).

Art. 2. — De titel waarin een der vermeldingen, in het voorgaande artikel aangegeven, ontbreekt, geldt niet als wisselbrief, behoudens in de hieronder in dit artikel genoemde gevallen :

- De wisselbrief waarvan de vervaldag niet is aangewezen, wordt beschouwd als betaalbaar op zicht.
- Bij gebreke van een bijzondere aanwijzing wordt de plaats, aangegeven naast de naam van de betrokkene, geacht te zijn de plaats van betaling en tevens die van de woonplaats van de betrokkene.
- De wisselbrief welke niet de plaats vermeldt waar hij is getrokken, wordt geacht te zijn ondertekend in de plaats aangegeven naast de naam van de trekker.
- De handtekening, waarvan sprake in artikel 1, 8°, kan vervangen worden door een notariële akte in brevet, die op de wisselbrief gesteld wordt en waaruit de wil blijkt van degene die zou hebben moeten ondertekenen.

Art. 3. — De wisselbrief kan aan de order van de trekker zelf luiden.

- Hij kan worden getrokken op de trekker zelf.
- Hij kan worden getrokken voor rekening van een derde.

Art. 4. — Een wisselbrief kan betaalbaar zijn aan de woonplaats van een derde, hetzij in de plaats waar de betrokkene zijn woonplaats heeft, hetzij in een andere plaats.

Art. 5. — In een wisselbrief, betaalbaar op zicht of een zekere tijd na zicht, kan de trekker bepalen, dat de som rente draagt. In elke andere wisselbrief wordt deze clause voor niet geschreven gehouden.

De rentevoet moet in de wisselbrief worden aangegeven; bij gebreke hiervan wordt de renteclause voor niet geschreven gehouden.

De rente loopt te rekenen van de dagtekening van de wisselbrief, tenzij een andere dag is aangegeven.

Art. 6. — De wisselbrief waarvan het bedrag voluit in letters en tevens in cijfers is geschreven, geldt, in geval van verschil, ten belope van de som voluit in letters geschreven.

De wisselbrief waarvan het bedrag meermalen is geschreven, hetzij voluit in letters, hetzij in cijfers, geldt, in geval van verschil, slechts ten belope van de kleinste som.

Art. 7. — Indien de wisselbrief handtekeningen bevat van personen die onbekwaam zijn zich door middel van een wisselbrief te verbinden, valse handtekeningen of handtekeningen van verdichte personen, of handtekeningen welke, onverschillig om welke andere reden, de personen die deze handtekeningen op de wisselbrief hebben geplaatst of in wier naam zulks is geschied, niet kunnen verbinden, zijn de verbintenissen van de andere personen wier handtekening op de wisselbrief voorkomt, niettemin geldig.

Art. 8. — Ieder die zijn handtekening op een wisselbrief plaatst als vertegenwoordiger van een persoon voor wie hij niet de bevoegdheid had te handelen, is zelf krachtens de wisselbrief verbonden, en heeft, indien hij betaalt, dezelfde rechten als de beweerde vertegenwoordigde zou hebben gehad. Hetzelfde geldt ten aanzien van de vertegenwoordiger die zijn bevoegdheid heeft overschreden.

Art. 9. — De trekker staat in voor de acceptatie en voor de betaling.

Hij kan zijn verplichting, voor de acceptatie in te staan, uitsluiten; elke clause waarbij hij de verplichting, voor de betaling in te staan, uitsluit, wordt voor niet geschreven gehouden.

Art. 10. — Indien een wisselbrief, onvolledig ten tijde van de uitgifte, is volledig gemaakt in strijd met de aangegane overeenkomsten, kan de niet-naleving van die overeenkomsten niet worden tegengeworpen aan de houder, tenzij deze de wisselbrief te kwader trouw heeft verkregen of hem grove schuld bij de verkrijging te wijten is.

HOOFDSTUK II.

Endossement.

Art. 11. — Elke wisselbrief, ook die welke niet uitdrukkelijk aan order luidt, kan door middel van endossement worden overgedragen.

Indien de trekker in de wisselbrief de woorden « niet aan order » of een daarmee gelijkstaande uitdrukking heeft opgenomen, kan het stuk slechts worden overgedragen in de vorm en met de gevolgen van een gewone overdracht.

Art. 12. — Het endossement kan worden gesteld zelfs ten voordele van de betrokkene, al of niet acceptant, van de trekker of van elke andere wisselschuldenaar. Deze personen kunnen de wisselbrief opnieuw endosseren.

Het endossement moet onvoorwaardelijk zijn. Elke voorwaarde waaraan het is onderworpen, wordt voor niet geschreven gehouden.

Het gedeeltelijke endossement is nietig.

Het endossement aan toonder geldt als endossement in blanco.

Art. 13. — Het endossement moet gesteld worden op de wisselbrief of op een daarna vastgehecht blad (verlengstuk). Het moet worden ondertekend door de endossant.

Het endossement kan de geëndosseerde onvermeld laten of bestaan uit de enkele handtekening van de endossant (endossement in blanco). In het laatste geval moet het endossement, om geldig te zijn, op de rugzijde van de wisselbrief of op het verlengstuk worden gesteld.

Art. 14. — Door het endossement worden alle uit de wisselbrief voortvloeiende rechten overgedragen.

Indien het endossement in blanco is, kan de houder :

- 1° — Het blanco invullen, hetzij met zijn eigen naam, hetzij met de naam van een andere persoon;
- 2° — De wisselbrief wederom in blanco of aan een andere persoon endosseren;
- 3° — De wisselbrief aan een derde overgeven, zonder het blanco in te vullen en zonder hem te endosseren.

Art. 15. — De endossant staat in voor de acceptatie en voor de betaling, tenzij het tegendeel bedongen is.

Hij kan een nieuw endossement verbieden; in dat geval staat hij tegenover de personen aan wie de wisselbrief later is geëndosseerd, niet in voor de acceptatie en voor de betaling.

Art. 16. — Hij die een wisselbrief onder zich heeft, wordt beschouwd als de rechtmatige houder, indien hij van zijn recht doet blijken door een ononderbroken reeks van endossementen, ook al is het laatste endossement in blanco gesteld. De doorgehaalde endossementen worden te dien aanzien voor niet geschreven gehouden. Wanneer een endossement in blanco door een ander endossement is gevolgd, wordt de ondertekenaar van dit laatste geacht de wisselbrief door het endossement in blanco verkregen te hebben.

Indien iemand, op welke wijze dan ook, het bezit van de wisselbrief heeft verloren, is de houder, die van zijn recht doet blijken op de wijze, bij het voorgaande lid aangegeven, niet verplicht de wisselbrief af te geven, tenzij hij deze te kwader trouw heeft verkregen of hem grove schuld bij de verkrijging te wijten is.

Art. 17. — Zij die uit hoofde van de wisselbrief worden aangesproken, kunnen de verweermiddelen, gegrond op hun persoonlijke verhoudingen tot de trekker of tot vroegere houders, niet aan de houder tegenwerpen, tenzij deze bij de verkrijging van de wisselbrief desbewust ten nadele van de schuldenaar heeft gehandeld.

Art. 18. — Wanneer het endossement de vermelding bevat « waarde ter incassering », « ter incasso », « in lastgeving » of enige andere vermelding die niets meer dan een opdracht tot inning in zich sluit, kan de houder alle uit de wisselbrief voortvloeiende rechten uitoefenen, maar hij kan hem niet anders endosseren dan als lastgeving.

De wisselschuldenaars kunnen in dat geval aan de houder slechts de verweermiddelen tegenwerpen welke aan de endossant zouden kunnen worden tegengeworpen.

De opdracht, vervat in een incasso-endossement, eindigt niet door de dood of door de latere onbekwaamheid van de lastgever.

Art. 19. — Wanneer een endossement de vermelding bevat « waarde tot zekerheid », « waarde tot pand » of enige andere vermelding die inpandgeving in zich sluit, kan de houder alle uit de wisselbrief voortvloeiende rechten uitoefenen, maar een door hem gesteld endossement geldt slechts als een endossement als lastgeving.

De wisselschuldenaars kunnen de verweermiddelen, gegrond op hun persoonlijke verhoudingen tot de endossant, niet aan de houder tegenwerpen, tenzij deze bij de ontvangst van de wisselbrief desbewust ten nadele van de schuldenaar heeft gehandeld.

Art. 20. — Een endossement, gesteld na de vervaldag, heeft dezelfde gevolgen als een endossement, gesteld vóór de vervaldag. Echter heeft het endossement, gesteld na het protest van niet-betaling of na het verstrijken van de termijn voor het opmaken van het protest bepaald, slechts de gevolgen van een gewone overdracht.

Behoudens tegenbewijs, wordt het endossement zonder dagtekening geacht te zijn gesteld vóór het verstrijken van de termijn, voor het opmaken van het protest bepaald.

Ingeval de weigering om te betalen is vastgesteld door een verklaring van de betrokkene overeenkomstig artikel 44, eerste lid, wordt vermoed dat het endossement zonder dagtekening vroeger gedaan is dan het protest.

HOOFDSTUK III.

Acceptatie.

Art. 21. — De wisselbrief kan tot de vervaldag door de houder of door iemand die hem enkel onder zich heeft, aan de betrokkene te zijner woonplaats ter acceptatie worden aangeboden.

Art. 22. — In elke wisselbrief kan de trekker, al dan niet met vaststelling van een termijn, bepalen dat deze ter acceptatie moet worden aangeboden.

Hij kan in de wisselbrief de aanbieding ter acceptatie verbieden, behoudens in wisselbrieven, betaalbaar bij een derde of betaalbaar in een andere plaats dan die van de woonplaats van de betrokkene of betaalbaar een zekere tijd na zicht.

Hij kan ook bepalen dat de aanbieding ter acceptatie niet kan plaatshebben vóór een bepaalde dag.

Tenzij de trekker heeft verklaard dat de wisselbrief niet vatbaar is voor acceptatie, kan elke endossant, al dan niet met vaststelling van een termijn, bepalen dat hij ter acceptatie moet worden aangeboden.

Art. 23. — Wisselbrieven, betaalbaar een zekere tijd na zicht, moeten ter acceptatie worden aangeboden binnen een jaar na hun dagtekening.

De trekker kan een kortere of een langere termijn bepalen.

De endossanten kunnen deze termijnen verkorten.

Art. 24. — De betrokkene kan verzoeken dat hem een tweede aanbieding wordt gedaan de dag, volgende op de eerste. Belanghebbenden zullen zich er niet op mogen beroepen dat aan dit verzoek geen gevolg is gegeven, tenzij het verzoek in het protest is vermeld.

De houder is niet verplicht de ter acceptatie aangeboden wisselbrief aan de betrokkene af te geven.

Art. 25. — De acceptatie wordt op de wisselbrief gesteld. Zij wordt uitgedrukt door het woord « geaccepteerd » of door een daarmee gelijkstaand woord; zij wordt door de betrokkene ondertekend. De enkele handtekening van de betrokkene, op de voorzijde van de wisselbrief gesteld, geldt als acceptatie.

Wanneer de wisselbrief betaalbaar is een zekere tijd na zicht, of wanneer hij krachtens een uitdrukkelijk beding ter acceptatie moet worden aangeboden binnen een bepaalde termijn, moet de acceptatie als dagtekening inhouden de dag waarop zij is geschied, tenzij de houder die van de aanbieding eist. Bij gebreke van dagtekening moet de houder dit verzuim door een tijdig protest doen vaststellen, op straffe van verlies van zijn recht van regres op de endossanten en op de trekker.

Art. 26. — De acceptatie is onvoorwaardelijk, maar de betrokkene kan haar beperken tot een gedeelte van de som.

Elke andere wijziging, door de acceptant met betrekking tot het in de wisselbrief vermelde angebracht, geldt als weigering van acceptatie. De acceptant is echter gehouden overeenkomstig de inhoud van zijn acceptatie.

Art. 27. — Wanneer de trekker de wisselbrief op een andere plaats dan die van de woonplaats van de betrokkene heeft betaalbaar gesteld, zonder een derde aan te wijzen, bij wie de betaling moet worden gedaan, kan de betrokkene deze bij de acceptatie aanwijzen. Bij gebreke van zodanige aanwijzing wordt de acceptant geacht zich verbonden te hebben zelf te betalen op de plaats van betaling.

Indien de wisselbrief betaalbaar is aan de woonplaats van de betrokkenen, kan deze, in de acceptatie, een adres aanwijzen, in dezelfde plaats waar de betaling moet worden gedaan.

Art. 28. — Door de acceptatie verbindt de betrokkene zich de wisselbrief op de vervaldag te betalen.

Bij gebreke van betaling heeft de houder, al ware hij de trekker, tegen de acceptant een rechtstreekse vordering, uit de wisselbrief voortspuitend, voor al hetgeen kan worden gevorderd krachtens de artikelen 48 en 49.

Art. 29. — Indien de betrokkene zijn op de wisselbrief gestelde acceptatie heeft doorgehaald vóór de teruggave van de wisselbrief, wordt de acceptatie geacht te zijn geweigerd. Behoudens tegenbewijs wordt de doorhaling geacht te zijn geschied vóór de teruggave van de wisselbrief.

Indien echter de betrokkene zijn acceptatie schriftelijk kenbaar heeft gemaakt aan de houder of aan iemand wiens handtekening op de wisselbrief voorkomt, is hij tegenover dezen gehouden overeenkomstig de inhoud van zijn acceptatie.

HOOFDSTUK IV.

Aval.

Art. 30. — De betaling van de wisselbrief kan zowel voor zijn geheel bedrag als voor een gedeelte daarvan door een borgtocht (aval) worden verzekerd.

Deze borgtocht kan door een derde, of zelfs door iemand wiens handtekening op de wisselbrief voorkomt, worden gegeven.

Art. 31. — Het aval wordt op de wisselbrief of op een verlengstuk gesteld of wordt gegeven bij een afzonderlijke akte, die de plaats vermeldt waar het is gegeven.

Het wordt uitgedrukt door de woorden « goed voor aval » of door enige andere daarmee gelijkstaande uitdrukking; het wordt door de avalgever ondertekend.

De enkele handtekening van de avalgever, gesteld op de voorzijde van de wisselbrief, geldt als aval, behalve wanneer de handtekening die is van de betrokkene of van de trekker.

In het aval moet worden vermeld voor wie het is gegeven. Bij gebreke hiervan wordt het geacht voor de trekker te zijn gegeven.

Art. 32. — De avalgever is op dezelfde wijze verbonden als degene voor wie het aval is gegeven.

Zijn verbintenis is geldig, zelfs indien wegens een andere oorzaak dan een vormgebrek de door hem gewaarborgde verbintenis nietig is.

Door te betalen verkrijgt de avalgever de rechten welke krachtens de wisselbrief kunnen worden uitgeoefend tegen degene voor wie het aval is gegeven en tegen degenen die tegenover deze laatste krachtens de wisselbrief verbonden zijn.

HOOFDSTUK V.

Vervaldag.

Art. 33. — Een wisselbrief kan worden getrokken :

- Op zicht;
- Op een zekere tijd na zicht;
- Op een zekere tijd na dagtekening;
- Op een bepaalde dag.

Wisselbrieven met anders bepaalde vervaldagen of in termijnen betaalbaar zijn nietig.

Art. 34. — De wisselbrief, getrokken op zicht, is betaalbaar bij de aanbieding. Hij moet ter betaling worden aangeboden binnen een jaar na zijn dagtekening. De trekker kan een kortere of een langere termijn bepalen. De endossanten kunnen deze termijnen verkorten.

De trekker kan voorschrijven dat een wisselbrief getrokken op zicht niet ter betaling mag worden aangeboden vóór een bepaalde dag. In dat geval loopt de termijn van aanbieding van die dag af.

Art. 35. — De vervaldag van een wisselbrief, getrokken op een zekere tijd na zicht, wordt bepaald, hetzij door de dagtekening van de acceptatie, hetzij door die van het protest.

Bij gebreke van protest wordt de niet gedagtekende acceptatie ten aanzien van de acceptant geacht te zijn gedaan op de laatste dag van de termijn, voor de aanbieding ter acceptatie voorgeschreven.

Art. 36. — De wisselbrief, getrokken op een of meer maanden na dagtekening of na zicht, vervalt op de overeenkomstige dag van de maand waarin de betaling moet worden gedaan. Bij gebreke van een overeenkomstige dag vervalt een zodanige wisselbrief op de laatste dag van die maand.

Bij een wisselbrief, getrokken op een of meer maanden en een halve maand na dagtekening of na zicht, worden eerst de gehele maanden gerekend.

Is de vervaldag bepaald op het begin, op het midden (half januari, half februari, enz.) of op het einde van een maand, dan wordt onder die uitdrukkingen verstaan : de eerste, de vijftiende, de laatste van die maand.

Onder de uitdrukkingen « acht dagen », « quinze jours », moet worden verstaan niet één of twee weken, maar een termijn van acht of van vijftien dagen.

De uitdrukking « halve maand » duidt een termijn van vijftien dagen aan.

Art. 37. — De vervaldag van een wisselbrief, betaalbaar op een bepaalde dag, in een plaats waar de tijdrekening een andere is dan die van de plaats van uitgifte, wordt geacht te zijn vastgesteld volgens de tijdrekening van de plaats van betaling.

De dag van uitgifte van een wisselbrief, getrokken tussen twee plaatsen met verschillende tijdrekening en betaalbaar een zekere tijd na dagtekening, wordt herleid tot de overeenkomstige dag van de tijdrekening van de plaats van betaling en de vervaldag wordt dienovereenkomstig vastgesteld.

De termijnen van aanbieding der wisselbrieven worden berekend overeenkomstig de bepalingen van het voorgaande lid.

Dit artikel is niet van toepassing, indien uit een in de wisselbrief opgenomen clause of gewoon uit de bewoordingen van de titel een afwijkende bedoeling kan worden afgeleid.

HOOFDSTUK VI.

Betaling.

Art. 38. — De houder van een wisselbrief, betaalbaar op een bepaalde dag of een zekere tijd na dagtekening of na zicht, moet deze ter betaling aanbieden de dag waarop hij betaalbaar is. Niet inachtneming van dit voorschrift kan slechts aanleiding geven tot schadeloosstelling.

De aanbieding van een wisselbrief aan een door de regering aangewezen verrekeningskamer of aan een instelling door haar daartoe bevoegd gemaakt, geldt als aanbieding ter betaling.

Art. 39. — De betrokkene die de wisselbrief betaalt, kan vorderen dat deze hem wordt uitgeleverd, voorzien van de kwijting van de houder.

De houder mag niet weigeren een gedeeltelijke betaling aan te nemen.

In geval van gedeeltelijke betaling kan de betrokkene vorderen dat van die betaling op de wisselbrief melding wordt gemaakt en dat hem daarvoor kwijting wordt gegeven.

Art. 40. — De houder van een wisselbrief kan niet genoodzaakt worden vóór de vervaldag betaling te ontvangen.

De betrokkene die vóór de vervaldag betaalt, doet zulks op eigen verantwoordelijkheid.

Hij die op de vervaldag betaalt, is wettig bevrijd, tenzij hem bedrog of grove schuld te wijten is. Hij is gehouden de regelmatigheid van de reeks van endossementen, maar niet de handtekening der endossanten te onderzoeken.

Art. 41. — Wanneer de betaling van een wisselbrief is bedongen in ander geld dan dat van de plaats van betaling, kan het bedrag van de wisselbrief worden betaald in het geld van het land volgens zijn waarde op de vervaldag. Indien de schuldenaar in gebreke is, kan de houder te zijner keuze vorderen dat het bedrag van de wisselbrief voldaan wordt in het geld van het land volgens de koers, hetzij van de vervaldag, hetzij van de dag van betaling.

De waarde van het vreemde geld wordt bepaald volgens de gebruiken van de plaats van betaling. De trekker kan echter bedingen dat het te betalen bedrag moet worden berekend volgens een in de wisselbrief bepaalde koers.

Het bovenstaande is niet van toepassing, indien de trekker heeft bedongen dat de betaling moet geschieden in een bepaald aangeduid geld (clausule van werkelijke betaling in vreemd geld).

Indien het bedrag van de wisselbrief is aangegeven in geld dat dezelfde benaming maar een verschillende waarde heeft in het land van uitgifte en in dat van betaling, wordt vermoed dat men het geld van de plaats van betaling heeft bedoeld.

Art. 42. — Bij gebreke van aanbieding ter betaling van een wisselbrief binnen de termijn, bij artikel 38 vastgesteld, heeft elke schuldenaar de bevoegdheid het bedrag ervan ter bewaring af te geven aan de bevoegde overheid aangewezen door de regering, op kosten en onder verantwoordelijkheid van de houder.

HOOFDSTUK VII.

Recht van regres in geval van niet-acceptatie of niet-betaling.

Art. 43. — De houder kan zijn recht van regres op de endossanten, de trekker en de andere wisselschuldenaars uitoefenen :

Op de vervaldag :

Indien de betaling niet heeft plaatsgehad.

Zelfs vóór de vervaldag :

1° — Indien de acceptatie geheel of gedeeltelijk is geweigerd;

2° — Wanneer de betrokkene, al dan niet acceptant, of de trekker van een niet voor acceptatie vatbare wisselbrief in een toestand verkeert van staking van betaling of van kennelijk onvermogen.

Het onder 2° hiervoren bepaalde ontnemt aan de garanten van de wisselbrief niet de bevoegdheid om door borgstelling uitsteltermijnen te bekomen, die in geen geval de vervaldag van de wisselbrief mogen overschrijden.

Art. 44. — De weigering van acceptatie of van betaling moet worden vastgesteld bij authentieke akte (protest van niet-acceptatie of van niet-betaling). Die akte kan vervangen worden door een verklaring, gedagtekend en gesteld op de wisselbrief zelf en getekend door de betrokkene, behalve wanneer de trekker in de tekst zelf van de wisselbrief een protest bij authentieke akte eist.

Het protest van niet-acceptatie moet worden opgemaakt binnen de termijnen, voor de aanbieding ter acceptatie vastgesteld. Indien in het geval bij artikel 24, eerste lid, voorzien, de eerste aanbieding heeft plaatsgehad op de laatste dag van de termijn, kan het protest nog op de volgende dag worden gedaan.

Het protest van niet-betaling van een wisselbrief, betaalbaar op een bepaalde dag of zekere tijd na dagtekening of na zicht, moet worden gedaan op een der twee werkdagen, volgende op de dag waarop de wisselbrief betaalbaar is. Indien het een wisselbrief, betaalbaar op zicht, betreft, moet het protest worden gedaan overeenkomstig de bepalingen bij het voorgaande lid vastgesteld voor het opmaken van het protest van niet-acceptatie.

Het protest van niet-acceptatie maakt de aanbieding ter betaling en het protest van niet-betaling overbodig.

In geval van kennelijk onvermogen van de betrokkene, al dan niet acceptant, kan de houder zijn recht van regres niet uitoefenen dan nadat de wisselbrief ter betaling aan de betrokkene is aangeboden en protest is opgemaakt.

In geval van bij rechterlijke beslissing vastgestelde staking van de betalingen van de betrokkene, al dan niet acceptant, alsmede in geval van bij rechterlijke beslissing verklaarde staking van de betalingen van de trekker van een wisselbrief die niet vatbaar is voor acceptatie, kan de houder voor de uitoefening van zijn recht van regres volstaan met overlegging van het vonnis waarbij de toestand van staking van betaling wordt vastgesteld.

Art. 45. — De houder moet van de niet acceptatie of van de niet-betaling kennis geven aan zijn endossant en aan de trekker binnen de vier werkdagen, volgende op de dag van het protest of, indien de wisselbrief getrokken is met de clausule « zonder kosten », volgende op die der aanbieding. Elke endossant moet binnen de twee werkdagen, volgende op de dag van ontvangst der kennisgeving, de door hem ontvangen kennisgeving aan zijn endossant meedelen, met

aanwijzing van de namen en adressen van degenen die de voorafgaande kennisgevingen hebben gedaan, en zo vervolgens, teruggaande tot de trekker. Deze termijnen lopen vanaf de ontvangst der voorafgaande kennisgeving.

Indien overeenkomstig het voorgaande lid een kennisgeving is gedaan aan iemand wiens handtekening op de wisselbrief voorkomt, moet gelijke kennisgeving binnen dezelfde termijn aan diens avalgever worden gedaan.

Indien een endossant zijn adres niet of op onleesbare wijze heeft aangeduid, kan worden volstaan met kennisgeving aan de voorafgaande endossant.

Hij die een kennisgeving heeft te doen, kan zulks doen in iedere vorm, zelfs door enkele terugzending van de wisselbrief.

Hij moet bewijzen dat hij de kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn heeft gedaan. Deze termijn wordt gehouden te zijn in acht genomen, wanneer een brief die de kennisgeving behelst, binnen de genoemde termijn ter post is bezorgd.

Wie de kennisgeving niet binnen de bovenvermelde termijn doet, treft geen verval van zijn recht; hij is, bij voorkomend geval, verantwoordelijk voor de door zijn nalatigheid veroorzaakte schade, zonder dat de schadevergoeding het bedrag van de wisselbrief kan te boven gaan.

Art. 46. — De trekker, een endossant of een avalgever kan door de clause « zonder kosten », « zonder protest », of een andere daarmee gelijkstaande op de wisselbrief gestelde en ondertekende clause, de houder voor de uitoefening van zijn recht van regres ontslaan van het opmaken van een protest van niet-acceptatie of niet-betaling.

Deze clause ontslaat de houder niet van de aanbieding van de wisselbrief binnen de voorgeschreven termijnen, noch van het doen van de kennisgevingen. Het bewijs van de niet-inachtneming van de termijnen moet worden geleverd door degene die zich daarop tegenover de houder beroept.

Is de clause door de trekker gesteld, dan heeft zij gevolgen ten aanzien van allen wier handtekening op de wisselbrief voorkomt; is zij door een endossant of door een avalgever gesteld, dan heeft zij gevolgen alleen ten aanzien van deze endossant of avalgever. Indien de houder, ondanks de door de trekker gestelde clause, toch het protest doet opmaken, zijn de kosten daarvan voor zijn rekening. Indien de clause van een endossant of een avalgever afkomstig is, kunnen de kosten van het protest, indien er een is opgemaakt, op allen wier handtekening op de wisselbrief voorkomt, worden verhaald.

Art. 47. — Allen die een wisselbrief hebben getrokken, geaccepteerd, geëndosseerd, of voor aval getekend, zijn hoofdelijk tegenover de houder verbonden.

De houder kan deze personen zowel ieder afzonderlijk als gezamenlijk aanspreken, zonder verplicht te zijn de volgorde waarin zij zich hebben verbonden, in acht te nemen.

Hetzelfde recht komt toe aan ieder wiens handtekening op de wisselbrief voorkomt en die deze heeft betaald tot voldoening aan zijn regresplicht.

De vordering, ingesteld tegen één der wisselschuldenaars, belet niet de anderen aan te spreken, al hadden dezen zich later verbonden dan de eerst aangesprokene.

Art. 48. — De houder kan van degene tegen wie hij zijn recht van regres uitoefent, vorderen :

1° — Het bedrag van de niet geaccepteerde of niet betaalde wisselbrief met de interest, indien interest bedongen is;

2° — Een interest van zes ten honderd, te rekenen van de vervalldag. Wanneer echter de wisselbrief in België uitgegeven en betaalbaar is, wordt de interest berekend tegen de wettelijke rentevoet;

3° — De kosten van protest, die van de gedane kennisgevingen, alsmede de andere kosten.

Zo de uitoefening van het recht van regres vóór de vervalldag plaatsheeft, wordt op de wisselsom een korting toegepast. Deze korting wordt berekend volgens het officiële disconto (bankdisconto), geldende ter woonplaats van de houder, op de dag van de uitoefening van het recht van regres.

Art. 49. — Hij die de wisselbrief heeft betaald tot voldoening van zijn regresplicht kan van degenen die tegenover hem verbonden zijn, vorderen :

1° — De gehele som die hij betaald heeft;

2° — Een interest van zes ten honderd op die som, te rekenen van de dag waarop hij deze betaald heeft. Wanneer echter de wisselbrief in België uitgegeven en betaalbaar is, wordt de interest berekend tegen de wettelijke rentevoet;

3° — De door hem gemaakte kosten.

Art. 50. — Elke wisselschuldenaar tegen wie het recht van regres wordt of kan worden uitgeoefend, kan, tegen betaling tot voldoening aan zijn regresplicht, de afgifte vorderen van de wisselbrief met het protest, alsmede een voor voldaan getekende rekening.

Elke endossant die de wisselbrief heeft betaald tot voldoening aan zijn regresplicht, kan zijn endossement en dat van de volgende endossanten doorhalen.

Art. 51. — In geval van uitoefening van het recht van regres na gedeeltelijke acceptatie, kan degene die tot voldoening aan zijn regresplicht het niet geaccepteerde gedeelte van de wisselsom heeft betaald, vorderen dat die betaling op de wisselbrief wordt vermeld en dat hem daarvan kwijting wordt gegeven. De houder moet hem daarenboven uitleveren een voor eensluidend getekend afschrift van de wisselbrief, alsmede het protest, om hem de uitoefening van zijn verdere regresrechten mogelijk te maken.

Art. 52. — Ieder die een recht van regres kan uitoefenen, kan, tenzij het tegendeel bedongen is, zich de vergoeding bezorgen door middel van een nieuwe wisselbrief (herwissel), getrokken op zicht op een van degenen die tegenover hem regresplichtig zijn, en betaalbaar te diens woonplaats.

De herwissel omvat, behalve de bedragen in de artikelen 48 en 49 aangegeven, een makelaarsloon en het zegel van de herwissel.

Indien de herwissel door de houder is getrokken, wordt het bedrag bepaald volgens de koers van een zichtwissel, getrokken van de plaats waar de oorspronkelijke wisselbrief betaalbaar was, op de woonplaats van de regresplichtige. Indien de herwissel is getrokken door een endossant, wordt het bedrag bepaald volgens de koers van een zichtwissel, getrokken van de woonplaats van de trekker van de herwissel op de woonplaats van de regresplichtige.

Art. 53. — Na afloop van de termijnen vastgesteld :

Voor de aanbidding van een wisselbrief getrokken op zicht of op zekere tijd na zicht;

Voor het opmaken van het protest van niet-acceptatie of van niet-betaling;

Voor de aanbidding ter betaling in geval van clause « zonder kosten »,

Vervalt het recht van de houder tegen de endossanten, tegen de trekker, en tegen de andere wisselschuldenaars, met uitzondering van de acceptant.

Bij gebreke van aanbidding ter acceptatie binnen de door de trekker voorgeschreven termijn, vervalt het recht van regres van de houder, zowel wegens niet-betaling als wegens niet-acceptatie, tenzij uit de bewoordingen van de wisselbrief blijkt dat de trekker zich slechts heeft willen bevrijden van zijn verplichting, voor de acceptatie in te staan.

Indien de bepaling van een termijn voor de aanbidding in een endossement is vervat, kan alleen de endossant daarop een beroep doen.

Art. 54. — Wanneer de aanbidding van de wisselbrief of het opmaken van het protest binnen de voorgeschreven termijnen wordt verhinderd door een onoverkomelijk beletsel (wettelijk voorschrift van enige Staat of ander geval van overmacht), worden deze termijnen verlengd.

De houder is verplicht van de overmacht aan zijn endossant onverwijld kennis te geven, en deze kennisgeving, gedagtekend en door hem ondertekend, op de wisselbrief of op een verlengstuk te vermelden; voor het overige zijn de bepalingen van artikel 45 toepasselijk.

Na het ophouden van de overmacht moet de houder de wisselbrief onverwijld ter acceptatie of ter betaling aanbieden, en, indien nodig, protest doen opmaken.

Indien de overmacht meer dan dertig dagen aanhoudt, te rekenen van de vervaldag, kan het recht van regres worden uitgeoefend, zonder dat de aanbidding of het opmaken van protest nodig zijn.

Voor wisselbrieven, getrokken op zicht of op zekere tijd na zicht, loopt de termijn van dertig dagen van de dag waarop de houder, al ware het vóór het einde van de aanbiddingstermijn, van de overmacht aan zijn endossant heeft kennis gegeven; voor wisselbrieven, getrokken op zekere tijd na zicht, wordt de termijn van dertig dagen verlengd met de zichttermijn, in de wisselbrief aangegeven.

Als gevallen van overmacht worden niet beschouwd feiten welke van zuiver persoonlijke aard zijn voor de houder of voor degene die hij met de aanbidding van de wisselbrief of met het opmaken van het protest heeft belast.

HOOFDSTUK VIII.

Tussenkomst.

I. — Algemene bepalingen.

Art. 55. — De trekker, een endossant, of een avalgever, kan iemand aanwijzen om, in geval van nood, te accepteren of te betalen.

Onder de hierna vastgestelde voorwaarden kan de wisselbrief worden geaccepteerd of betaald door iemand die tussenkomt voor een schuldenaar op wie recht van regres kan worden uitgeoefend.

De interveniënt kan een derde zijn, zelfs de betrokkene, of een reeds krachtens de wisselbrief verbonden persoon, behalve de acceptant.

De interveniënt is gehouden, binnen de termijn van twee werkdagen van zijn tussenkomst kennis te geven aan degene voor wie hij tussenkwam. In geval van niet-inachtneming van die termijn is hij, indien daartoe aanleiding bestaat, verantwoordelijk voor de schade, door zijn nalatigheid veroorzaakt, zonder dat de schadevergoeding het bedrag van de wisselbrief kan te boven gaan.

II. — Acceptatie bij tussenkomst.

Art. 56. — De acceptatie bij tussenkomst kan plaatshebben in alle gevallen waarin de houder van een voor acceptatie vatbare wisselbrief vóór de vervaldag recht van regres kan uitoefenen.

Wanneer op de wisselbrief iemand is aangewezen om deze, in geval van nood, ter plaatse van betaling te accepteren of te betalen, kan de houder zijn recht tegen degene die de aanwijzing heeft gedaan, en tegen hen die daarna hun handtekeningen op de wisselbrief hebben geplaatst, niet vóór de vervaldag uitoefenen, tenzij hij de wisselbrief aan de aangewezen persoon heeft aangeboden, en van diens weigering tot acceptatie protest is opgemaakt.

In de andere gevallen van tussenkomst kan de houder de acceptatie bij tussenkomst weigeren. Indien hij ze echter aanneemt, verliest hij zijn recht van regres, hetwelk hem vóór de vervaldag toekomt tegen degene voor wie de acceptatie is gedaan, en tegen hen die daarna hun handtekeningen op de wisselbrief hebben geplaatst.

Art. 57. — De acceptatie bij tussenkomst wordt op de wisselbrief vermeld; zij wordt door de interveniënt ondertekend. Zij wijst aan voor wie zij is geschied; bij gebreke van die aanwijzing wordt zij geacht voor de trekker te zijn geschied.

Art. 58. — De acceptant bij tussenkomst is tegenover de houder en tegenover de endossanten die de wisselbrief hebben geëndosseerd na degene voor wie de tussenkomst is geschied, op dezelfde wijze als deze laatste verbonden.

Niettegenstaande de acceptatie bij tussenkomst kunnen degene voor wie zij werd gedaan, en degenen die tegenover hem regresplichtig zijn, van de houder, tegen terugbetaling van de bij artikel 48 aangewezen som, de afgifte van de wisselbrief, van het protest en van een voor voldaan getekende rekening vorderen, indien daartoe aanleiding bestaat.

III. — *Betaling bij tussenkomst.*

Art. 59. — De betaling bij tussenkomst kan plaatshebben in alle gevallen waarin, hetzij op de vervaldag, hetzij vóór de vervaldag, de houder recht van regres heeft.

De betaling moet de gehele som belopen, welke degene voor wie zij heeft plaatsgehad, moest voldoen.

Zij moet plaatshebben uiterlijk op de dag volgende op de laatste dag waarop het protest van niet-betaling kan worden opgemaakt.

Art. 60. — Indien de wisselbrief is geaccepteerd door interveniënten wier woonplaats ter plaatse van betaling is gevestigd, of indien personen wier woonplaats in dezelfde plaats is gevestigd, zijn aangewezen om in geval van nood te betalen, moet de houder de wisselbrief aan al die personen aanbieden, en, indien daartoe aanleiding bestaat, protest van niet-betaling doen opmaken uiterlijk op de dag volgende op de laatste dag waarop dit kan geschieden.

Bij gebreke van protest binnen die termijn zijn degene die het noodadres heeft gesteld of voor wie de wisselbrief is geaccepteerd, en de latere endossanten van hun verbintenis bevrijd.

Art. 61. — De houder die weigert de betaling bij tussenkomst aan te nemen, verliest zijn recht van regres op hen die daardoor zouden zijn bevrijd.

Art. 62. — De betaling bij tussenkomst moet worden vastgesteld door een kwijting, geplaatst op de wisselbrief met aanwijzing van degene voor wie zij is gedaan. Bij gebreke van die aanwijzing wordt de betaling geacht voor de trekker te zijn gedaan.

De wisselbrief en het protest, indien dit is opgemaakt, moeten worden uitgeleverd aan hem die bij tussenkomst betaalt.

Art. 63. — Hij die bij tussenkomst betaalt, verkrijgt de rechten, uit de wisselbrief voortvloeiende, tegen degene voor wie hij heeft betaald, en tegen degenen die tegenover deze laatste krachtens de wisselbrief verbonden zijn. Hij mag echter de wisselbrief niet opnieuw endosseren.

De endossanten, volgende op degene voor wie de betaling heeft plaatsgehad, zijn bevrijd.

Indien zich meer personen tot de betaling bij tussenkomst aanbieden, heeft die betaling de voorkeur welke het grootste aantal bevrijdingen teweegbrengt. De interveniënt die desbewust in strijd hiermede handelt, verliest zijn recht van regres tegen hen die anders zouden zijn bevrijd.

HOOFDSTUK IX.

Wisselbrief in verscheidene exemplaren en wisselafschriften.

I. — *Wisselbrief in verscheidene exemplaren.*

Art. 64. — De wisselbrief kan in verscheidene gelijkkluidende exemplaren worden getrokken.

Die exemplaren moeten in de tekst zelf van de titel worden genummerd, bij gebreke waarvan elk exemplaar wordt beschouwd als een afzonderlijke wisselbrief.

Iedere houder van een wisselbrief waarin niet is vermeld dat deze in een enkel exemplaar getrokken is, kan op zijn kosten de levering van meer exemplaren vorderen. Te dien einde moet hij zich tot zijn onmiddellijke endossant wenden, die verplicht is zijn medewerking te verlenen om zijn eigen endossant aan te spreken, en zo vervolgens, teruggaande tot de trekker. De endossanten zijn verplicht de endossementen ook op de nieuwe exemplaren aan te brengen.

Art. 65. — De betaling op één der exemplaren gedaan bevrijdt, ook al is niet bedongen dat die betaling de kracht der andere exemplaren teniet doet. Echter blijft de betrokkene verbonden door elk geaccepteerd exemplaar dat hem niet is terugbezorgd.

De endossant die de exemplaren aan verschillende personen heeft overgedragen, alsook de latere endossanten, zijn verbonden door alle exemplaren die hun handtekening dragen en die niet zijn terugbezorgd.

Art. 66. — Hij die één der exemplaren ter acceptatie heeft gezonden, moet op de andere exemplaren de naam van de persoon aanwijzen, in wiens handen dat exemplaar zich bevindt. Deze is verplicht, dit aan de rechtmatige houder van een ander exemplaar uit te leveren.

Weigert hij dit, dan kan de houder zijn recht van regres niet uitoefenen dan nadat hij door een protest heeft doen vaststellen :

1° — Dat het ter acceptatie gezonden exemplaar hem desgevraagd niet is uitgeleverd;

2° — Dat hij de acceptatie of de betaling op een ander exemplaar niet heeft kunnen verkrijgen.

II. — *Wisselafschriften.*

Art. 67. — Elke houder van een wisselbrief heeft het recht daarvan afschriften te vervaardigen.

Het afschrift moet het oorspronkelijke nauwkeurig weergeven met de endossementen en alle andere vermeldingen die erop voorkomen. Het moet aangeven, waar het afschrift ophoudt.

Het kan worden geëndosseerd en voor aval getekend op dezelfde wijze en met dezelfde gevolgen als het oorspronkelijke.

Art. 68. — Het afschrift moet degene in wiens handen het oorspronkelijke stuk zich bevindt, vermelden. Deze is verplicht het oorspronkelijke stuk aan de rechtmatige houder van het afschrift uit te leveren.

Weigert hij dit, dan kan de houder zijn recht van regres tegen hen, die het afschrift hebben geëndosseerd of voor aval getekend, niet uitoefenen dan nadat hij door een protest heeft doen vaststellen, dat het oorspronkelijke stuk hem desgevraagd niet is uitgeleverd.

Indien na het laatste daarop geplaatste endossement, alvorens het afschrift is vervaardigd, het oorspronkelijke stuk de clause draagt : « van hier af geldt het endossement slechts op de kopie », of enige andere daarmee gelijkstaande clause, is een nadien op het oorspronkelijke stuk geplaatst endossement nietig.

HOOFDSTUK X.

Tekstveranderingen.

Art. 69. — In geval van verandering van de tekst van een wisselbrief zijn zij die daarna hun handtekening op de wisselbrief hebben geplaatst, volgens de veranderde tekst verbonden; zij die daarvoor hun handtekening op de wisselbrief hebben geplaatst, zijn verbonden volgens de oorspronkelijke tekst.

HOOFDSTUK XI.

Verjaring.

Art. 70. — Alle rechtsvorderingen welke uit de wisselbrief tegen de acceptant voortvloeien, verjaren door verloop van drie jaren, te rekenen van de vervaldag.

De rechtsvorderingen van de houder tegen de endossanten en tegen de trekker verjaren door verloop van een jaar, te rekenen van de dagtekening van het tijdig opgemaakte protest of, in geval van de clause « zonder kosten », van de vervaldag.

De rechtsvorderingen van de endossanten tegen elkander en tegen de trekker verjaren door verloop van zes maanden, te rekenen van de dag waarop de endossant de wisselbrief heeft betaald tot voldoening aan zijn regresplicht, of van de dag waarop hijzelf in rechte is aangesproken.

Art. 70bis. — In geval van verjaring blijft, ten bate van hem die de wisselbrief vóór de vervaldag heeft verkregen, een rechtsvordering bestaan :

1° — Tegen de trekker die geen fonds bezorgd heeft;

2° — Tegen de trekker, de acceptant of de endossant die zich onrechtmatig verrijkt heeft.

Deze rechtsvordering verjaart door verloop van dezelfde termijnen als in het vorige artikel bepaald, te rekenen van de dag waarop de bij dat artikel bepaalde verjaring verkregen was.

Art. 71. — De stuiting der verjaring heeft slechts gevolgen tegen degene ten aanzien van wie de daad van stuiting heeft plaatsgehad.

De verjaring van de vorderingen die voortvloeien uit een wisselbrief, wordt gestuit door rechtsvervolgning; zij wordt geschorst door feiten van overmacht.

HOOFDSTUK XII.

Algemene bepalingen.

Art. 72. — De betaling van een wisselbrief waarvan de vervaldag een wettelijke feestdag is, kan eerst worden gevorderd op de eerstvolgende werkdag. Evenzo kunnen alle andere handelingen met betrekking tot wisselbrieven, met name de aanbidding ter acceptatie en het protest, niet plaatshebben dan op een werkdag.

Wanneer een van die handelingen moet worden verricht binnen een zekere termijn waarvan de laatste dag een wettelijke feestdag is, wordt die termijn verlengd tot de eerste werkdag volgende op het einde ervan. De tussenliggende feestdagen zijn begrepen in de berekening van de termijn.

(Voor de toepassing van dit artikel is de zaterdag gelijkgesteld met een wettelijke feestdag.)

Het derde lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 3 juni 1959.

Art. 73. — In de wettelijke of bij overeenkomst vastgestelde termijnen wordt de dag waarop zij aanvangen, niet mederekend.

Art. 74. — Geen enkele dag uitstel, behalve de in deze wet bepaalde, wordt door de wet of door de rechter toegestaan.

AFDELING II.

HET ORDERBRIEFJE.

Art. 75. — Het orderbriefje behelst :

1° — De benaming « orderbriefje », opgenomen in de tekst zelf en uitgedrukt in de taal waarin de titel is gesteld. De verplichting om de benaming « orderbriefje » op te nemen zal eerst van toepassing zijn op de effecten die ten minste zes maanden na de inwerkingtreding van de wet worden uitgegeven;

2° — De onvoorwaardelijke belofte tot betaling van een bepaalde som;

3° — De aanwijzing van de vervaldag;

4° — Die van de plaats waar de betaling moet geschieden;

5° — De naam van degene aan wie of aan wiens order de betaling moet worden gedaan;

6° — De vermelding van de dagtekening, alsmede van de plaats waar het orderbriefje is ondertekend;

7° — De handtekening van degene die de titel uitgeeft (ondertekenaar).

Art. 76. — De titel waarin een der vermeldingen, in het voorgaande artikel aangegeven, ontbreekt, geldt niet als orderbriefje, behoudens in de hieronder in dit artikel genoemde gevallen.

Het orderbriefje waarvan de vervaldag niet is aangewezen, wordt beschouwd als betaalbaar op zicht.

Bij gebreke van een bijzondere aanwijzing wordt de plaats van de ondertekening van de titel geacht te zijn de plaats van betaling en tevens die van de woonplaats van de ondertekenaar.

Het orderbriefje dat niet de plaats vermeldt waar het is ondertekend, wordt geacht te zijn ondertekend in de plaats aangegeven naast de naam van de ondertekenaar.

Art. 77. — Voor zover zij niet onverenigbaar zijn met de aard van het orderbriefje, zijn daarop toepasselijk de bepalingen over wisselbrieven betreffende :

Het endossement (artikelen 11-20);

De vervaldag (artikelen 33-37);

De betaling (artikelen 38-42);

Het recht van regres in geval van niet-betaling (artikelen 43-50, 52-54);

De betaling bij tussenkomst (artikelen 55, 59-63);

De wisselafschriften (artikelen 67 en 68);

De tekstveranderingen (artikel 69);

De verjaring (artikelen 70, 70bis en 71);

De feestdagen, de berekening der termijnen en het verbod van uitsteldagen (artikelen 72, 73 en 74);

De betaling van een vermiste wisselbrief (artikelen 86-91);

Het conservatoir beslag (artikel 94).

Eveneens zijn op het orderbriefje toepasselijk de bepalingen betreffende de wisselbrief, betaalbaar bij een derde of in een andere plaats dan die van de woonplaats van de betrokkene (artikelen 4 en 27), de renteclausule (artikel 5), de verschillen in de vermelding met betrekking tot de som die moet worden betaald (artikel 6), de gevolgen van het plaatsen van een handtekening onder de omstandigheden bedoeld in artikel 7, die van de handtekening van een persoon die handelt zonder bevoegdheid of die zijn bevoegdheid overschrijdt (artikel 8), en de wisselbrief in blanco (artikel 10).

Eveneens zijn op het orderbriefje toepasselijk de bepalingen betreffende het aval (artikelen 30-32); indien in het geval bepaald bij artikel 31, laatste lid, het aval niet vermeldt voor wie het is gegeven, wordt het geacht voor rekening van de ondertekenaar van het orderbriefje te zijn gegeven.

Het vijfde lid van artikel 2 en de artikelen 70bis en 93 van deze gecoördineerde wetten zijn eveneens op het orderbriefje van toepassing.

Art. 78. — De ondertekenaar van een orderbriefje is op dezelfde wijze verbonden als de acceptant van een wisselbrief.

De orderbriefjes, betaalbaar een zekere tijd na zicht, moeten ter tekening voor « gezien » aan de ondertekenaar worden aangeboden binnen de bij artikel 23 vastgestelde termijnen. De zichttermijn loopt van de dagtekening van het visum, door de ondertekenaar op het orderbriefje geplaatst. Zijn weigering om het gedagtekend visum te plaatsen, wordt vastgesteld door een protest (artikel 25) en de zichttermijn begint te lopen van de dagtekening van het protest.

AFDELING III.

AANVULLENDE BEPALINGEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

Fondsbezorging.

Art. 79. — Fonds moet worden bezorgd door de trekker of, indien de wisselbrief voor andermans rekening is getrokken, door de lastgever of ordergever.

Art. 80. — Fonds is bezorgd wanneer de betrokkene op de vervaldag in het bezit is van een waarde of van een waarborg die toereikend is om hem volledig te dekken en die door de trekker of de ordergever bestemd is om de betaling van de wisselbrief te verzekeren.

Art. 81. — De houder heeft tegenover de schuldeisers van de trekker een bevoorrechte schuldvordering of het fonds dat in handen van de betrokkenen is bij de opeisbaarheid van de wisselbrief, onverminderd de toepassing van artikel 445 van het Wetboek van Koophandel.

Indien verscheidene wisselbrieven door een zelfde trekker op een zelfde persoon zijn getrokken, en het fonds dat de betrokkene in handen heeft, ontoereikend is om ze alle te kwijten, worden zij op de volgende wijze betaald :

Indien het fonds een zekere en bepaalde zaak is, worden de wisselbrieven tot de betaling waarvan het fonds in het bijzonder was bestemd, vóór alle andere betaald, onverminderd evenwel de rechten die aan de betrokkene door vroegere acceptaties mochten zijn toegekend.

Bij gebreke van een bijzondere bestemming, worden de geaccepteerde wisselbrieven betaald bij voorrang boven de niet geaccepteerde.

Indien het fonds is bezorgd in vervangbare zaken, hebben de geaccepteerde wisselbrieven voorrang boven de niet geaccepteerde.

Komen verscheidene geaccepteerde of verscheidene niet geaccepteerde wisselbrieven gelijktijdig in aanmerking, dan worden zij pondspondsgewijs betaald.

Alles met dien verstande dat de betrokkene die niet in staat van faillissement verkeert, in geval van acceptatie zijn persoonlijke verbintenissen moet nakomen.

Art. 82. — Het bij artikel 53 uitgesproken verval heeft niet plaats wanneer de trekker in gebreke blijft aan te tonen dat er fonds bezorgd is op de vervaldag, of wanneer hij, na verstrijking van de in artikel 53 bepaalde termijnen, op om het even welke wijze de voor de betaling van de wisselbrief bestemde gelden heeft ontvangen.

Hetzelfde geldt wanneer de endossant zich onrechtmatig heeft verrijkt.

In de gevallen van dit artikel, verjaart de overblijvende rechtsvordering door verloop van één jaar met ingang van de in artikel 53 bepaalde datum van verval.

Art. 83. — De houder of de trekker van een wisselbrief heeft tegen de betrokkene die niet heeft geaccepteerd, maar fonds in handen heeft, een rechtstreekse vordering tot betaling van de wisselbrief ten belope van het fonds.

Art. 84. — De betrokkene kan het fonds niet meer uit handen geven indien de houder hem zulks verbiedt. Dit verbod kan gedaan worden door middel van een gewone brief, die echter moet gevolgd worden door een dagvaarding binnen vijftien dagen na de vervaldag. Het protest van niet-betaling geldt als verbod.

Art. 85. — In het geval van een rechtsvordering als bedoeld in artikel 28, tweede lid, is de trekker niet verplicht het bestaan van het fonds te bewijzen.

HOOFDSTUK II.

Betaling van vermiste wisselbrieven.

Art. 86. — In geval van onvrijwillige en toevallige buitenbezitstelling van een niet geaccepteerde wisselbrief, kan degene aan wie hij toebehoort de betaling ervan, vervolgen op een tweede, derde, vierde exemplaar, enz.

Art. 87. — Indien de vermiste wisselbrief van acceptatie voorzien is, kan de betaling ervan niet gevorderd worden op een tweede, derde, vierde exemplaar, enz., dan krachtens een beschikking van de voorzitter van de rechtbank van koophandel en tegen borgstelling.

Art. 88. — Indien hij die onvrijwillig en toevallig buiten bezit van een al dan niet geaccepteerde wisselbrief gesteld is, het tweede, derde, vierde exemplaar, enz., niet kan vertonen, kan hij de betaling van de vermiste wisselbrief vragen en ze verkrijgen krachtens een beschikking van de voorzitter van de rechtbank van koophandel, mits hij van zijn eigendom doet blijken en tegen borgstelling.

Art. 89. — Wordt de betaling geweigerd, dan bewaart de eigenaar van de vermiste wisselbrief al zijn rechten door een akte van protestatie.

Deze akte moet opgemaakt worden uiterlijk de tweede dag na de vervaldag van de vermiste wisselbrief.

Zij moet aan de trekkers en aan de endossanten bij deurwaardersexploot worden betekend binnen vijftien dagen te rekenen van haar dagtekening. Om geldig te zijn moet zij niet noodzakelijk door een rechterlijke beslissing of door een borgstelling zijn voorafgegaan.

Art. 90. — De eigenaar van de vermiste wisselbrief moet, om zich het tweede exemplaar ervan aan te schaffen, zich tot zijn onmiddellijke endossant wenden, die gehouden is hem zijn naam en zijn medewerking te verlenen om zijn eigen endossant aan te spreken, en zo vervolgens van endossant tot endossant tot aan de trekker van de wisselbrief.

Nadat de trekker het tweede exemplaar heeft uitgeleverd, is elke endossant verplicht daarop zijn endossement opnieuw aan te brengen.

De eigenaar van de vermiste wisselbrief draagt de kosten.

Art. 91. — De in de artikelen 87 en 88 vermelde verbintenis van de borg eindigt na drie jaren, indien er gedurende die tijd noch rechtsvordering noch rechtsvervolgning is geweest.

HOOFDSTUK III.

Bijzondere bepalingen.

Art. 92. — Verbintenissen die een Belg in het buitenland ter zake van wisselbrieven en orderbriefjes heeft aangegaan, worden in België slechts dan als geldig erkend, indien hij volgens de Belgische wet de vereiste bekwaamheid bezat om die verbintenissen aan te gaan.

Art. 93. — Het endossement van een wisselbrief of van een orderbriefje draagt de persoonlijke en zakelijke zekerheden, met name de voorrechten en de hypotheek die de betaling ervan waarborgen, op de geëndosseerde over.

Behoudens andersluidend beding van het contract van kredietopening, genieten de houders van de wisselbrieven en orderbriefjes welke overeenkomstig de bepalingen van dat contract zijn getrokken of geëndosseerd, de zekerheden die de kredietopening waarborgen, ten belope van het bedrag dat krachtens de kredietopening zal verschuldigd blijven.

Zijn de zekerheden niet toereikend om de crediteur en de derden, houders van de wisselbrieven en van de orderbriefjes, te dekken, dan worden die derden betaald bij voorrang boven de crediteur en zo nodig pondspondsgewijs.

Art. 94. — Onverminderd de toepassing van de formaliteiten, voorgeschreven voor de uitoefening van de rechten van regres, kan de houder van een wegens niet-betaling geprotesteerde wisselbrief, met verlof van de voorzitter van de rechtbank van koophandel, conservatoir beslag leggen op de roerende goederen van de trekkers, acceptanten en endossanten.

Donné à Zarauz (Espagne), le 9 août 1963.

Gegeven te Zarauz (Spanje), 9 augustus 1963.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN.